

DEMANDE D'ATTRIBUTION DU TITRE DE

- DÉPORTÉ POLITIQUE
 INTERNÉ POLITIQUE

Présentée par :

- Le déporté ou l'interné lui-même.
 Au nom du déporté ou de l'interné décédé ou disparu.

Si vous cochez la deuxième case, précisez votre état civil ci-après :

Nom de naissance :

Prénoms :

Adresse :

- En qualité de :
- | | |
|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Conjoint | <input type="checkbox"/> Frère |
| <input type="checkbox"/> Descendant | <input type="checkbox"/> Sœur |
| <input type="checkbox"/> Ascendant | <input type="checkbox"/> Autre (précisez) |

Indiquez les renseignements d'état civil concernant le déporté ou l'interné :

Nom de naissance :

Prénoms :

Né(e) le à

Nationalité

Date de naturalisation (éventuellement)

Adresse au moment de l'arrestation :

A. Si vous demandez vous-même l'attribution du titre de déporté ou d'interné, précisez :

Votre situation de famille au moment de l'arrestation :

- | | |
|--------------------------------------|-------------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Célibataire | <input type="checkbox"/> Veuf |
| <input type="checkbox"/> Marié | <input type="checkbox"/> Divorcé(e) |

Votre adresse actuelle :

Téléphone (facultatif) :

B. Si vous présentez une demande d'attribution du titre de déporté ou interné politique au nom du déporté ou de l'interné disparu ou décédé, même postérieurement au rapatriement, précisez :

En cas de décès (*) :

La date : Le lieu :

(*) Voir liste des pièces à fournir.

Le mode de déclaration : Acte

 Jugement

En cas de disparition :

La date des dernières nouvelles :

Le lieu :

C. Si vous avez été arrêté sous une identité d'emprunt, précisez :

Votre nom :

Vos prénoms :

Vos dates et lieu de naissance :

Adresse :

D. Si le déporté ou l'interné est décédé ou disparu, précisez :

Nom et prénoms du conjoint survivant :

Adresse :

Noms et prénoms des enfants actuellement vivants nés du déporté ou de l'interné, légitimés, reconnus ou adoptés :

..... né le

..... né le

..... né le

..... né le

..... né le

..... né le

(Pour les enfants mineurs, indiquez respectivement le nom et l'adresse du ou des tuteurs) :

.....

Noms, prénoms et adresse du père et de la mère ou à défaut du grand-père ou de la grand-mère du déporté ou de l'interné, actuellement vivant :

.....

À défaut de conjoint, de descendant ou d'ascendant, nom, prénoms, adresse et lien de parenté du plus proche parent :

.....

E. Quelles sont les circonstances de l'arrestation ?

Date : Lieu :

.....

Autorité qui a procédé à l'arrestation :

- Gestapo
- Sicherheitsdienst
- Feldgendarmerie
- SS.
- Wehrmacht
- Milice
- Police française
- Autre (précisez) :

Situation au moment de l'arrestation :

- Prisonnier de guerre en captivité
- Prisonnier transformé
- Travailleur requis en France ou hors de France
- Travailleur volontaire
- Réfractaire au travail obligatoire
- Autre (précisez) :

Noms, prénoms et adresses (dans la mesure du possible) :

- des témoins de l'arrestation :

- des personnes impliquées dans la même affaire :

Y a-t'il eu condamnation par un tribunal ?

Si oui, lequel ? À quelle date ?

Quelle peine a été prononcée ?

Quel est le motif de la condamnation ?

F. Si l'internement a eu lieu en France, ou dans les ex-territoires de l'Union Française, mais également dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, indiquez :

1° - Si l'internement a eu lieu avant le 16 juin 1940

Les lieux successifs d'internement (préciser l'adresse de chacun d'eux, la période et le numéro de matricule) :

- du au Mle
- du au Mle
- du au Mle
- du au Mle

2° - Si la personne a été exécutée au moment de l'arrestation ou postérieurement, précisez :

La date de l'exécution : Le lieu :

3° - S'il y a eu évasion, indiquez :

La date de l'évasion : Le lieu :

3° - S'il y a eu libération, précisez le motif :

Avance alliée Mesure collective de libération anticipée

Libération individuelle dont la cause devra être précisée :

Autre (précisez) :

Un certificat d'internement (modèle A) a-t-il été délivré ? (*)

G. S'il y a eu évasion d'un convoi de déportés, indiquez :

La date de l'évasion : Le lieu :

La destination du convoi (en précisant le nom du camp ou de la prison) :

Les témoins de l'évasion (noms, prénoms et adresses) :

H. S'il y a eu déportation en territoire exclusivement administré par l'ennemi, indiquez :

La date de départ en déportation : Le lieu de départ :

Les lieux successifs de déportation :

..... du au

..... du au

..... du au

..... du au

En cas d'évasion du lieu de déportation,

La date : Le lieu :

En cas de libération,

La date :

Le motif :

L'avance alliée Une mesure collective de libération anticipée

Une mesure de libération individuelle dont la cause devra être précisée :

Autre (précisez) :

Un certificat de déportation (modèle A ou M) a-t-il été délivré ? (*)

(*) Voir liste des pièces à fournir.

I. Précisez le motif de l'exécution, de l'internement ou de la déportation :

.....
.....
.....

1° - Faits postérieurs au 16 juin 1940. (*)

2° - Internement antérieur au 16 juin 1940 et maintenu après cette date : (*)

Je, **soussigné**, certifie sur l'honneur l'exactitude des présentes déclarations et n'avoir pas été l'objet, en application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de Justice, de l'ordonnance du 28 novembre 1944 relative à la répression des faits de collaboration et des textes subséquents, de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale ou du code de justice militaire, d'une condamnation non amnistiée.

Précisez si la demande est présentée par le déporté ou l'interné lui-même.

oui non

Dans l'affirmative :

Ayant pris connaissance de l'article R. 318 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, je déclare en outre être, selon l'ordre fixé par ce texte, la personne qualifiée pour formuler la présente demande. Je certifie sur l'honneur que le déporté ou l'interné décédé ou disparu au nom duquel j'agis n'a pas fait l'objet d'une condamnation non amnistiée, en application des textes visés ci-dessus.

Je n'ignore pas que les attestations ou témoignages doivent être certifiés sur l'honneur et qu'ils engagent la responsabilité de leurs signataires et de ceux qui les utilisent dans des conditions prévues par l'article 161 du code pénal stipulant que :

« sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 600 à 15000 F ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le présent code et les lois spéciales, quiconque :

- 1° aura établi sciemment une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° aura falsifié ou modifié d'une façon quelconque une attestation ou un certificat originellement sincères ;
- 3° aura fait sciemment usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. »

À, le

Signature

(*) Voir liste des pièces à fournir.

